

M. Domm: Ils sont énervés parce que tout nous porte à croire—et nous en avons même des preuves—que le gouvernement, de concert avec le Nouveau parti démocratique du Canada, et sur le point d'adopter le genre de politique qui fera de notre pays—pays qui a émergé grâce au régime de libre entreprise—une forme de gouvernement socialiste où nous pourrions prendre aux riches et donner aux pauvres au lieu d'envisager des primes, des subventions, des mesures législatives ou fiscales susceptibles de stimuler le régime de libre entreprise.

Hier soir au cours du débat, un député néo-démocrate a cité comme exemple du genre de politique qu'il aimerait voir adopter au Canada le cas d'un coiffeur de Hamilton qui avait du mal à payer ses impôts. A cela, le Nouveau parti démocratique donnerait une solution des plus simples et fondamentales, et je l'ai déjà dit hier soir dans ma réponse: ne peut-on trouver une société, une grosse entreprise à qui l'on prélèverait les fonds nécessaires—et il adressait ces remarques à l'un de mes collègues qui avait pris la parole précédemment—pour payer les impôts de cette personne qui a beaucoup de mal à verser les \$6,000 requis? Je rappelle au député de Hamilton...

M. Deans: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. Domm: Monsieur le président, c'est moi qui ai la parole, et je n'ai que vingt minutes.

Le président: A l'ordre. Je donne la parole au député de Hamilton Mountain qui invoque le Règlement.

M. Deans: Je veux parler du recours au Règlement, monsieur le Président. Le député veut me faire dire ce que je n'ai pas dit. Il déclare que j'ai dit certaines choses hier soir alors que c'est faux. Je lui demanderais donc de trouver dans le hansard un passage renfermant des propos semblables à ceux qu'il m'attribue. S'il en est incapable, je lui saurais gré de retirer ses paroles.

Le président: Le député a exposé ses arguments.

M. Domm: Tout ce que le député néo-démocrate de Hamilton Mountain trouve à dire au sujet de ce coiffeur qui avait du mal à payer \$6,000 d'impôts, c'est de demander pourquoi le gouvernement libéral est incapable de trouver cette somme ailleurs pour que son commettant n'ait pas à payer d'impôts. En fait, si ce coiffeur est incapable de payer \$6,000 d'impôts, c'est parce que le gouvernement, ainsi que le Nouveau parti démocratique, n'ont pas su mettre en vigueur des mesures et des stimulants fiscaux de nature à permettre au système de la libre entreprise de fonctionner comme il faut. Débarrassé des interventions de l'État, le marché pourrait produire assez de fonds pour permettre au gouvernement de se passer d'impôts. Malheureusement, le gouvernement, avec l'aide des néodémocrates, persiste à imposer au pays une politique qui ne fait qu'accroître ses besoins financiers, lesquels sont engendrés par cette tendance incorrigible qu'il a à dépenser. Nous souhaitons que le bill C-54 prévoie des mesures fiscales qui encourageraient les chefs des petites entreprises à gérer leurs affaires de manière à réaliser les bénéfices nécessaires.

Nous espérons que cette mesure législative comporterait des mesures qui allégeraient les charges fiscales que les agriculteurs doivent payer au titre des gains de capital. En effet, en vertu des dispositions actuelles du bill, les agriculteurs vont être contraints de vendre leur ferme pour pouvoir payer la totalité du montant de leurs gains de capital qui, dans certains

Impôt sur le revenu—Loi

cas, peuvent même aller jusqu'à dépasser le prix de vente de la ferme. C'est en partie parce que les agriculteurs doivent payer des impôts sur leurs gains de capital que le nombre de fermes a diminué dans notre pays. Les agriculteurs sont obligés de répercuter le montant de cet impôt sur le prix de vente ce qui a donc considérablement fait monter le prix des exploitations agricoles.

Le gouvernement Clark aurait autorisé les exploitants agricoles à placer l'équivalent du produit de la vente de leur ferme dans un régime enregistré d'épargne retraite. Quoi qu'en pense le premier ministre, les agriculteurs de notre pays ont drôlement besoin d'aide. A l'instar du public, ils se demandent bien pourquoi le gouvernement refuse d'aider les exploitations agricoles en leur permettant de placer leur argent dans un REER pour leur éviter d'être imposé sur les gains en capital. Les ministériels répondront qu'ils peuvent le différer, qu'ils n'ont pas à acquitter cet impôt sur les gains en capital s'ils lèguent l'exploitation agricole à leur fils. Cette dette fiscale ne disparaîtra pour autant et avec le taux d'inflation actuel et la dépréciation sans précédent de notre dollar, ces agriculteurs vont connaître des lendemains qui déchantent quand dans deux générations par exemple ils vont devoir acquitter cet impôt.

Nous avions également espéré que le gouvernement instaurerait un système de crédit d'impôt à l'énergie à l'intention des contribuables dont la situation est modeste. Je me souviens qu'il y a moins d'un an de cela des députés d'en face qui siégeaient alors dans l'Opposition ainsi que des néo-démocrates il y a à peine plus d'un an, avaient demandé que l'on accorde une aide aux petites gens pour leur permettre de compenser la hausse des coûts de l'énergie. Dans le budget Crosbie, défait par le NPD et les Libéraux, nous avons offert un crédit d'impôt à l'énergie pour aider tous les économiquement faibles à compenser les effets de la hausse des coûts de l'énergie. Ce n'est pas le cas dans le budget du gouvernement ni dans la nouvelle loi de l'impôt sur le revenu.

• (1520)

Je dis aux députés du Nouveau parti démocratique et du Parti libéral du Canada que je préfère surnommer le Parti libéral-démocratique du Canada que nous devons établir dans notre économie des régimes fiscaux qui procureront de nouveaux stimulants aux entreprises et encourageront l'industrie du bâtiment à construire des maisons en vue de répondre aux besoins de tous ceux qui sont effectivement incapables actuellement de s'acheter une maison.

Le gouvernement conservateur que nous avons formé avait proposé un dégrèvement au titre de l'intérêt hypothécaire. Nous l'avions proposé, mais il a été rejeté. Il n'a pas été adopté. Tous les libéraux ne se sont pas prononcés contre un dégrèvement au titre de l'intérêt hypothécaire. Certains d'entre eux ont eu le cran de l'appuyer à la Chambre. Ce sont les députés néo-démocrates qui ne voulaient pas d'un dégrèvement de ce genre. Ils ne voulaient pas aider les contribuables à salaires faibles ou moyens à s'acheter une maison. Ils ont cru que seuls les riches et les nantis en profiteraient et que les démunis ne seraient pas secourus.

Je rappelle au Nouveau parti démocratique à ma gauche qu'il y a bien des gens à revenus faibles ou moyens au Canada à l'heure actuelle dont la maison est saisie et qui sont incapables d'effectuer leurs versements à cause des taux d'intérêt élevés. Que répond-on à l'opposition lorsqu'elle affirme que les